



Paris, le 13 septembre 2022

COMMUNIQUÉ

Ensemble, stoppons le projet de réforme des lycées professionnels

Lors de son déplacement en Vendée le président Macron a officialisé le lancement des débats locaux dans les lycées professionnels.

Après avoir enfin concédé à préserver une dimension générale et citoyenne dans la formation professionnelle des jeunes, il annonce que les volumes disciplinaires dédiés aux enseignements généraux seraient décidés localement. Les élèves n'auront donc plus les mêmes droits, pour préparer leurs examens et obtenir un diplôme national, selon leur établissement et leur secteur géographique. C'est une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école républicaine : l'égalité entre tous les jeunes.

Pour justifier le dispositif *Avenir* en collège, le président dénonce l'orientation par défaut dans la voie professionnelle allant jusqu'à oser parler de « mauvaise organisation collective ». Après avoir progressivement démantelé les missions et les périmètres des personnels d'orientation, il leur fait maintenant porter une responsabilité qui n'est pas la leur.

L'augmentation des stages, fortement contestée par les collègues, impliquera inéluctablement moins de présence des élèves dans nos établissements. Ils ne bénéficieront donc plus, ou beaucoup moins, des projets culturels, artistiques et sportifs alors même qu'ils sont les plus éloignés de ces pratiques.

Quant à la volonté de réviser les cartes des formations uniquement au prisme des besoins locaux des entreprises sur un bassin d'emploi, c'est révélateur d'une vision étriquée de la formation professionnelle des jeunes qui va encore plus les assigner à résidence géographique.

Les personnels l'affirment haut et fort : ils ont besoin de plus de temps pour faire réussir tous les jeunes et les élèves ont besoin de plus d'école pour sécuriser leur parcours scolaire et leur avenir professionnel.

Nos organisations syndicales SNUEP, SNES, SNEP, SNETAP, SUI et SNUPDEN de la FSU appellent les personnels à poursuivre l'organisation d'heures d'information syndicale dans les établissements pour échanger ensemble sur cette réforme et sur les moyens d'action pour la stopper.

Si ce projet est maintenu, nos organisations SNUEP, SNES, SNEP, SNETAP, SUI et SNUPDEN de la FSU prendront leurs responsabilités lors de l'intersyndicale du 22 septembre prochain.